

L'Europe, un champ dévasté

PASCAL DELWIT

Centre d'étude de la vie politique de l'Université libre de Bruxelles (ULB)

Un champ dévasté. Telle est sans doute l'image que l'Union européenne et les chefs d'État des capitales européennes ont donnée à voir vendredi à la lumière des résultats du référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne.

Pourtant, en vérité, tout cela était dans une certaine mesure probable, sinon prévisible. Car, à bien y penser, un maintien avec une très faible marge n'aurait pas été un levier très prometteur pour l'Union européenne. Peut-être même, plus problématique encore que le résultat final.

Tout dans l'organisation de cette consultation fut ubuesque. D'abord, la promesse par David Cameron de la tenue de ce référendum à des fins de pure politique interne. Ensuite, le fait que le même Cameron assure le leadership de la campagne du «maintien», alors même que de conseil européen en conseil européen, le Premier ministre britannique n'avait pas de mots assez durs pour flétrir cette Union ou pour brandir le spectre d'un super-Etat européen.

Silence assourdissant

Enfin, le silence absolument assourdissant des autorités européennes et du personnel politique européen sur un côté sinon enthousiasmant, au moins porteur et rassembleur de l'appartenance européenne et du cheminement de l'Union européenne.

Rien de tout cela. Rien de rien. Les quelques exhortations des derniers jours à rester s'apparentaient plus à des suppliques qu'à des argumentaires rationnels sur l'intérêt de demeurer ou sur l'éventuel bonheur d'être européen. Et en parallèle de ces suppliques, avons-nous vu certains responsables menacer la dernière semaine: «*Si c'est out, c'est out. Définitivement, il n'y aura pas de retour en arrière*». Mais qui peut croire de telles balivernes?

Bref, un champ dévasté. N'empêche, dans toute crise, il y a des opportunités. Et les opportunités ne sont pas les mêmes avec ou sans le Royaume-Uni. Car voilà le paradoxe: la sortie du Royaume-Uni ouvre un champ des possibles que n'aurait pas permis son maintien. Sur le projet et les structures de l'Union, et dans l'exercice de ses politiques publiques. Les deux sont in-

timement liés.

Il ne faut pourtant pas se le cacher, ren-

contrer le défi sera passablement difficile. Pour une raison presque évidente d'abord: la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Union européenne prouve, si besoin en était, que les femmes et hommes d'État européens ne sont pas légion.

Plus largement, l'autisme face à l'échec des orientations mises en œuvre au niveau de l'UE pour faire face à la crise financière, économique, sociale et morale depuis 2008 ne laisse pas augurer d'une capacité d'introspection et de prospective à la mesure des enjeux. Enfin, l'exceptionnelle défiance dans l'Union européenne se fixe désormais dans deux créneaux dans des perspectives antagonistes en fonction des États membres.

Ethnocentrisme

Le premier concerne les questions socio-économiques. Les contestations quant à la philosophie d'une politique budgétaire totalement inadaptée débouchent sur un rejet de l'austérité mais aussi, notamment au centre et au nord de l'Europe, sur un rejet des principes de solidarité et des mécanismes afférents dans l'UE.

Le deuxième réfère à une vision sur le rapport à l'autre, opposant une vision universaliste à un comportement ethnocentrique. Cette division façonne énormément les comportements et nous avons pu observer combien les thématiques ressortissant à la crise des réfugiés ou à l'immigration ont puissamment été mobilisées dans la campagne référendaire britannique.

Bien que profondes, ces difficultés ne sont néanmoins pas rédhibitoires, d'autant que ces deux thématiques se recourent partiellement. Les réflexes et postures ethnocentriques sont toujours plus profonds et acérés en faible conjoncture économique, a fortiori en récession, et beaucoup moins saillants en configuration de plein-emploi relatif.

Ajoutons que ces défis qui se posent à l'Union européenne ne lui sont pas exclusifs. Bien sûr, les institutions de l'UE et les personnalités qui les incarnent ont à repenser un cadre à même de les rencontrer, tâche ô combien complexe. Mais ils se posent avec une acuité souvent identique dans les États membres et avec des impacts politiques qui ne sont pas moindres. Le recul, souvent très marqué, des partis gouvernementaux et la montée en puissance

des droites extrêmes ou/et de formations de gauche radicale en sont des marqueurs très puissants.

À ces aunes, le résultat du référendum britannique ne fait que cristalliser le besoin d'une réflexion et d'une action nouvelles dans le cadre européen. Sans pourtant qu'il ne soit exclusif. Après tout, les primaires ont aussi attesté de mouvements profonds dans les différentes composantes de l'opinion américaine. Et à force de l'ignorer, on se retrouve face à un champ dévasté.